

Europe

POUR UN ACTE DE VRAIE SOLIDARITÉ EUROPÉENNE

Norbert Walter-Borjans

15/06/2020

Quelle est la stratégie de l'Allemagne pour sortir de la crise économique ? Dans un entretien en partenariat avec la Fondation Friedrich-Ebert à Paris, Norbert Walter-Borjans, co-président du SPD avec Saskia Esken depuis décembre 2019, revient sur la gestion de l'épidémie de Covid-19 dans son pays, indique les priorités nécessaires à la relance de l'économie (services publics, écologie, numérique et santé) et salue le plan de la Commission européenne, appuyé par l'initiative franco-allemande. Si ce dernier constitue, selon lui, un signal fort en matière de solidarité, il doit s'accompagner d'une réorientation écologique et sociale de l'Union européenne.

Selon vous, la crise fera-t-elle du « monde d'après » un monde différent ou la pandémie renforcera-t-elle les inégalités déjà existantes ?

Norbert Walter-Borjans : Disons-le d'emblée : j'ose espérer, aujourd'hui comme hier, qu'un certain nombre de choses vont s'améliorer dans la durée, une fois la crise surmontée. Cette crise sanitaire frappe un grand nombre d'individus. Elle est en ce sens très différente de la crise financière [de 2008] au cours de laquelle seule une faible proportion de gens avait été directement touchée. Cette fois-ci, cette épidémie constitue un danger pour chacun d'entre nous. Cependant, cette crise ne présente pas que des dangers, elle nous offre également des opportunités. Churchill a dit un jour : « Never waste a good crisis » – une crise cache une opportunité qu'il ne faut jamais gaspiller. Cette phrase s'applique aussi à la crise actuelle, car nous avons désormais la possibilité de faire changer les choses.

En comparaison d'autres pays, l'Allemagne sort jusqu'ici quasiment indemne de la crise. Comment jugez-vous les mesures adoptées en Allemagne jusqu'à présent ?

Nous avons eu la chance de ne pas avoir été touchés en premier par l'épidémie. Les images tragiques du nord de l'Italie et de l'Espagne nous sont d'abord parvenues et ont exercé sur nous tous une très forte impression. C'est pourquoi la responsabilisation au sein de la population

allemande a pu être aussi forte. Notre solide système de santé public nous a également protégés. Cette crise montre que nous ne devons pas uniquement suivre les règles du marché et la loi de la maximisation du profit.

Croyez-vous que la pandémie va durablement affaiblir le *credo* néolibéral ?

Je l'espère. Le *credo* néolibéral a déjà connu quelques modifications ces dernières années. Nous avons pu constater que l'accumulation de ressources financières et la réduction des dépenses publiques ne menaient pas à une société plus juste. Plus l'État est faible, plus seront grandes les difficultés auxquelles seront confrontées les personnes aux revenus faibles voire inexistantes, les personnes âgées et celles souffrant de handicap. Espérons que la nécessité d'investir beaucoup plus d'argent dans les services publics au cours des prochaines années parvienne jusqu'aux oreilles des derniers défenseurs du néolibéralisme.

Après les mesures de stabilisation *via* le chômage partiel, les crédits accordés aux entreprises et les autres mesures de soutien à court terme, vient l'heure des plans de relance: à quoi devrait ressembler un plan de relance élaboré par les sociaux-démocrates ?

Un plan de relance qu'élaborerait le SPD doit apporter une aide dans l'urgence, mais également donner les bonnes impulsions économiques à long terme : les entreprises doivent être soutenues et la demande privée renforcée. Dans le même temps, il nous faut accompagner les mutations structurelles de l'économie, et avant tout dans les secteurs de l'écologie, du numérique et de la santé. Tout cela suppose des investissements publics massifs dans l'éducation et le réseau d'infrastructures, et notamment sur le terrain auprès des citoyens. Pour ce faire, il nous faut également aider les communes avec un pacte de solidarité. Chacun doit en être conscient : si nous ne disposons pas dans les années et décennies à venir d'un réseau d'infrastructures adapté, c'est notre futur que nous hypothéquons. Nous devons alors faire face à une crise qui ne concernera pas simplement une année, mais toute une génération. Notre plan de relance sera toutefois assorti de conditions strictes. Hors de question qu'une entreprise bénéficie des aides de l'État et verse en même temps des dividendes à ses actionnaires ou fasse oublier à ses managers les difficultés de l'année écoulée en leur accordant des bonus.

De plus, il est absolument impératif que les hommes et les femmes, dont l'importance peut être qualifiée à juste titre de systémique et sur qui nous avons pu compter dans cette crise, soient davantage rémunérés : personnels de santé, caissières dans les supermarchés, conducteurs de bus et bien d'autres encore. Par ailleurs, dès lors que ces individus gagneront plus d'argent, ils en dépenseront également davantage et soutiendront ainsi la demande.

Lors de la crise financière [de 2008], le coût de la crise a été répercuté sur la collectivité. Comment comptez-vous empêcher que l'histoire de la crise financière de 2008-2009 (« privatiser les profits, socialiser les pertes ») ne se répète ?

Parler d'importance systémique ne veut en aucun cas dire que l'on soit dans un système à sens unique. Il est inacceptable que certains se tournent vers l'État lorsqu'ils sont en difficulté et, quand la conjoncture est bonne, placent leur argent dans des paradis fiscaux. Nous avons déjà eu ce débat aux cours des dernières années.

Nous avons également pu constater la puissance de certains lobbys qui défendent les intérêts des particuliers et des entreprises les plus riches. Les entreprises qui ont recours à l'optimisation fiscale voire se rendent coupables de fraude fiscale doivent participer aux financements publics de la vie en société. Nous devons créer un cadre légal au niveau européen pour contraindre ces entreprises.

Nous devons envoyer un signal indiquant que notre société a la force et la volonté de soutenir tous ceux qui jouent un rôle actif dans l'économie. Mais nous exigeons également que le principe de responsabilité soit réciproque.

Nous devons nous rendre à l'évidence, nous autres Allemands : nous ne pouvons pas résoudre les problèmes seuls, même si notre pays est encore très puissant. Nous sommes une nation exportatrice et dépendons donc de la prospérité des autres nations. C'est la raison pour laquelle nous avons plus que jamais besoin de solidarité et de coopération européennes.

Dans une interview donnée début avril 2020, vous constatiez que nous avons actuellement en Europe un problème de solidarité. À l'époque, les pays membres du nord et du sud de l'Europe campaient sur leurs positions au sujet des coronabonds. Le plan de relance européen à hauteur de 750 milliards d'euros proposé par la Commission européenne résout-il ce problème de solidarité ?

Cette proposition de la Commission européenne me donne du moins de bonnes raisons de l'espérer. Ce dont l'Europe a besoin à l'heure actuelle, c'est d'un acte de vraie solidarité européenne, de manière à ce qu'aucun pays ne soit laissé pour compte dans cette crise. La proposition de la Commission reprend l'initiative franco-allemande et par là même les revendications du SPD formulées plusieurs mois auparavant. L'ampleur de ce plan de relance correspond à l'idée que nous nous faisons d'un signal fort en matière de solidarité européenne.

Il s'agit désormais de convaincre chacun des États membres. Je plaide en particulier auprès de nos

partenaires au Danemark, aux Pays-Bas, en Autriche et en Suède en faveur de cet acte de solidarité historique lié au plan de relance. Nous devons saisir l'opportunité de renforcer l'Union européenne à travers cette crise. C'est pourquoi j'ai adressé un courrier aux différents chefs des partis sociaux-démocrates de ces pays. Nous devrions utiliser d'urgence les moyens financiers de ce plan de relance pour activer d'importants investissements d'avenir au service d'une réorientation écologique et sociale de l'Union européenne (UE) et pour en revenir aux fondamentaux de nos valeurs européennes communes.

Je soutiens à cet égard la proposition consistant à rembourser une partie des emprunts européens mutualisés *via* la création de ressources propres pour l'UE. Il est grand temps que l'UE dispose de ressources propres et donc d'une autonomie. Voilà qui constituerait une étape supplémentaire vers davantage d'intégration européenne et serait à la hauteur des dépenses futures croissantes de l'UE.

Après la crise financière [de 2008], ce sont les conservateurs qui ont obtenu le monopole de la gestion et de la sortie de crise (on pense notamment à la priorité donnée à la restauration des comptes publics). À l'époque, un large consensus existait déjà dans la société pour une politique progressiste, lequel ne s'est cependant jamais vérifié dans les résultats électoraux. Comment pourrait-on cette fois-ci parvenir à imposer une lecture sociale-démocrate de l'après-coronavirus ?

Le plus important est de joindre les actes aux paroles. Je suis très fier de voir que les ministres sociaux-démocrates au gouvernement prennent des décisions qui prouvent que nous sommes au service de nos concitoyens. Notre ministre des Finances Olaf Scholz en est la preuve vivante.

Cela étant dit, nous remarquons bien entendu que ce sont trop souvent les conservateurs qui en récoltent le bénéfice. Avec Angela Merkel, nous avons là une chancelière qui reprend souvent à son compte ce que nous faisons au gouvernement. Je crois que nombre de nos concitoyens ne savent absolument pas si la chancelière penche plutôt du côté des sociaux-démocrates ou des conservateurs. Nous devons donc présenter avec force nos actions au sein du gouvernement comme autant d'avancées à mettre au crédit du SPD. C'est ainsi que nous affirmerons notre ligne politique auprès de l'électorat.

La social-démocratie a cependant toujours pensé au-delà de la seule logique de l'action gouvernementale et c'est aujourd'hui encore ce que nous faisons. Le SPD a par exemple mis en place plusieurs formats de dialogues et d'échanges. En juin [prochain], sera par exemple inauguré *via* les « dialogues d'avenir » un nouveau format de débat public réunissant des participants de haut

niveau, qui sera consacré à cette question centrale : qu'advient-il après la crise du coronavirus ? C'est aussi un des biais par lesquels le SPD pourra peser sur le discours dominant de l'après-coronavirus.

*L'entretien a été réalisé en mai 2020 dans le IPG-Journal sous le titre **Ein Akt echter europäischer Solidarität.***